



Paris, le 1^{er} octobre 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bien-être animal : stop à l'ONG bashing du ministre de l'Agriculture

A la veille de l'ouverture du sommet de l'Élevage, l'ensemble des organisations de protection animale membres du comité d'experts Bien-être animal du CNOPSAV*, attendent des annonces fortes du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Didier Guillaume, en matière de bien-être et protection animale.

Une réunion avec le ministre, prévue le 3 octobre, devait permettre aux organisations de protection animale de prendre connaissance des mesures décidées. Or, cette réunion vient d'être, sans justification, reportée au 29 octobre.

Le ministre se moque une nouvelle fois des attentes en faveur du bien-être animal de nos concitoyens dont les ONG sont les porte-paroles. Cela n'augure vraiment rien de bon pour ces annonces tant attendues. Vont-elles enfin acter l'engagement du Président de la République de mettre fin à l'élevage de poules en batterie ? Engager de véritables améliorations en matière de conditions d'abattage et mettre un terme à l'abattage sans étourdissement ? Assurer de façon effective la protection des animaux pendant le transport en tirant des enseignements de l'été caniculaire que nous venons de traverser ?

Didier Guillaume ne cesse de promettre depuis le mois de mai 2019, « dans quelques semaines » des « annonces fortes sur le bien-être animal ». La seule annonce forte fut, cet été, la présence du ministre dans les arènes de Bayonne ! En outre, alors que le ministre de la Transition écologique et solidaire a ouvert, depuis des mois, le débat avec les ONG sur le sujet de la faune sauvage captive, le ministre de l'Agriculture a choisi de faire cavalier seul. Didier Guillaume souhaite annoncer aux ONG des mesures décidées unilatéralement, sans aucune concertation préalable.

Les organisations de protection animale sont devenues des partenaires indispensables aux services du ministère dans la lutte contre la maltraitance animale. Surtout, il est primordial et urgent d'agir en amont de cette maltraitance, en faisant évoluer significativement les conditions d'élevage, de transport et d'abattage des animaux, en luttant contre les abandons ou encore la surpopulation féline.

Ces demandes, accompagnées de propositions concrètes, ont été portées à plusieurs reprises et depuis des années par les ONG auprès des différents ministres de l'Agriculture. Depuis leur rencontre du 9 janvier 2019, aucune réponse ou esquisse de réponse n'a été apportée...

Didier Guillaume serait mieux inspiré de travailler avec les organisations de protection animale plutôt que de promettre de les recevoir, un jour peut-être. Cela permettrait de réconcilier élevage et société de façon plus constructive.

* CNOPSAV : conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale – Ministère de l'Agriculture.